

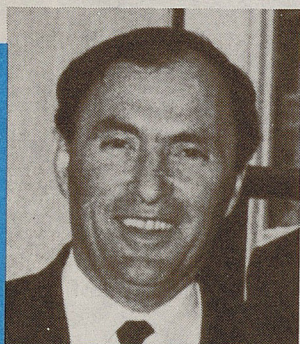
ÉLECTIONS *LÉGISLATIVES* DU 16 MARS 1986

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

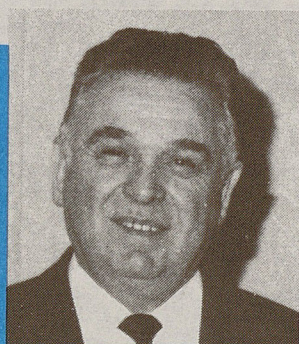
LISTE D'UNION DE L'OPPOSITION



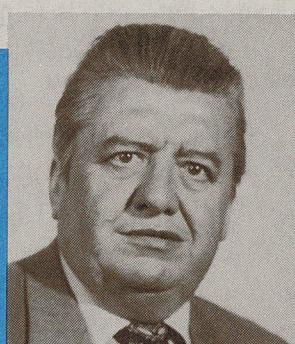
U.D.F. - R.P.R.



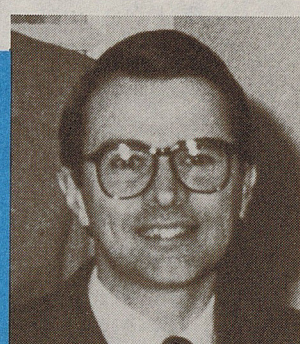
Jacques BLANC



Adrien DURAND



Denis SALAVILLE



GEORGES J.-M.
MEISSONNIER

Chers Amis,

Dans la tempête politique de 1981, les Lozériens n'ont pas été dupes des fausses promesses de Monsieur MITTERRAND. Forts de leur bon sens, ils ne se sont pas laissés abuser.

Cinq ans ont passé, les illusions se sont envolées et l'échec est indiscutable :

- Echec économique se traduisant par l'asphyxie des initiatives privées, conséquence de l'aggravation des charges fiscales et sociales et des contraintes administratives. Par exemple, le seul secteur du bâtiment a perdu 500 emplois en 5 ans en Lozère.
- Echec social avec une augmentation considérable du nombre des chômeurs, avec une perte de pouvoir d'achat ressentie par tous, avec un recul sensible des prestations (réduction des remboursements, forfait hospitalier, indemnités journalières...).
- Echec dans l'agriculture : application des quotas laitiers, effondrement du marché de la viande ovine et bovine et accroissement des charges.

A l'heure actuelle, la Lozère vit douloureusement l'échec du socialisme, même si, plus que d'autres, nous avons lutté sans relâche pour en atténuer les effets :

A l'Assemblée Nationale, nous avons défendu avec intransigeance :

- La liberté des parents de choisir l'école de leurs enfants. (Adrien DURAND est membre du Bureau de l'Association Parlementaire pour la Liberté d'Enseignement).
 - La liberté des personnes handicapées et des personnes âgées de choisir leur établissement quelle qu'en soit l'implantation géographique.
- Jacques BLANC, rapporteur du projet de loi en faveur des personnes handicapées voté en 1975, a sauvé les acquis de cette loi et par là, l'avenir des Etablissements Sanitaires et Sociaux de la Lozère.
- La liberté de la presse ;
 - La liberté du choix de son médecin, de son dentiste, de son kinésithérapeute, de son infirmière...

A Bruxelles, nous avons obtenu la mise en œuvre du Programme de Développement Intégré Européen décidé en février 1981 en faveur de notre agriculture.

Avec toute l'opposition, nous nous sommes battus pour que la France soit présente dans le monde, pour que ses intérêts dans les départements et territoires d'Outre-Mer ne soient pas dilapidés, en Nouvelle-Calédonie comme ailleurs.

Continuer avec la même politique, avec les mêmes hommes au gouvernement, c'est poursuivre dans la même voie de renoncement et de destruction. Nous voulons entraîner la France et la Lozère dans la voie du redressement. Nous sommes engagés par la plate-forme UDF-RPR pour gouverner ensemble.

Nos objectifs sont clairs :

- Assurer le respect exigeant des libertés ;
- Affermir notre identité nationale ;
- Garantir la sécurité des personnes et des biens, et lutter contre la délinquance ;
- Redonner leur vraie place aux valeurs de responsabilité et d'effort ;
- Libérer les initiatives individuelles dans la vie économique, dans la vie sociale, dans la vie culturelle ;
- Retrouver un niveau de croissance égal ou supérieur à celui de nos partenaires Européens, et donc créateur de richesse et d'emplois ;
- Desserrer la tenaille de l'endettement extérieur par le retour à la compétitivité et de l'endettement intérieur par la remise en ordre des finances publiques ;
- Développer une politique active de la famille et du respect de la vie.
- Améliorer le sort des personnes âgées, des anciens combattants et victimes de guerre (revalorisation des pensions et des conditions de vie).

Au service de la Lozère, nous serons guidés par les mêmes principes. Grâce à une véritable solidarité qui doit s'exercer tant au niveau régional que national ou européen, la Lozère doit connaître un nouveau souffle.

Nous devons :

- **Offrir aux jeunes des perspectives de travail et d'existence dans le département qu'ils aiment.**
- Faciliter les créations d'emplois dans les secteurs du commerce, de l'artisanat, et des petites et moyennes entreprises en stimulant le développement touristique, les équipements de nos communes, les investissements privés. La volonté affirmée dans la plate-forme de l'opposition de diminuer les charges et libérer les contraintes trouvera toute son efficacité grâce à une action locale complémentaire.
- Assurer l'avenir de notre agriculture ; permettre aux jeunes de s'installer grâce à une nouvelle politique de la montagne (nouvelle prise en compte des surcoûts, suppressions des quotas laitiers, revalorisation de l'ISM), améliorer le règlement ovin, mettre en œuvre une vraie politique agricole en faveur de l'élevage et des productions laitières, renouveler le P.D.I. (Programme de Développement Intégré Européen).
- Donner une dimension nouvelle à la vocation d'accueil sanitaire et social de la Lozère.
- Poursuivre le désenclavement et l'amélioration de l'ensemble des communications, en particulier les Nationales 88 - 9 - 106 - 107.
La RN 88 inscrite pour partie dans le plan Massif Central, puis en 1980 dans le plan Grand Sud Ouest a pu grâce à l'action de "l'Association pour l'Aménagement de la R.N. 88" présidée par le Docteur Adrien DURAND être classée, dans le schéma directeur routier national dans sa totalité et donc reconnue comme voie de grande circulation.
- Obtenir la mise en place d'un programme co-financé par l'Etat, la Région et le Département pour le déneigement.
- Réaliser l'aménagement des barrages de Puylaurent, de Naussac II, souhaité par tous.
- Obtenir à Mende, l'installation d'une unité de génie militaire qui pourrait aider les lozériens à faire face aux catastrophes naturelles, (déneigement, inondations, incendies de forêts).

La Lozère ne peut reprendre son élan que dans une France forte et respectée.

L'action départementale est liée à notre action nationale.

**Ne vous laissez pas entraîner vers des listes marginales,
donnez la plus forte majorité à la France.**

imprimerie des 4 - 49100 marvejols

LE 16 MARS, UN SEUL JOUR - UN SEUL TOUR !

Pour retrouver vos deux députés, notre liste doit recueillir deux fois plus de voix que la liste qui arrivera en seconde position, c'est-à-dire la liste du Parti Socialiste.

Confirmez votre lucidité de 1981 et participez pleinement à l'action de redressement de la France en votant massivement pour la liste d'UNION DE L'OPPOSITION UDF-RPR

Jacques BLANC

Maire et Conseiller Général - Député sortant
Vice-Président de l'Assemblée Nationale

Adrien DURAND

Maire et Conseiller Général
Député sortant

Denis SALAVILLE

Maire - Conseiller Général
Ancien Député

Georges J.-M. MEISSONNIER

Secrétaire du R.P.R.
de la circonscription de Mende